

Jeunes Marocains de l'étranger, ce qu'ils pensent de nous...

■ Ils ont entre 18 et 25 ans. La politique ne les intéresse pas beaucoup. Mais le Roi jouit d'une bonne image auprès d'eux.

■ Ils sont plus frappés par le développement des infrastructures routières et le boom de l'immobilier, et ont une image d'un Maroc très attaché à la religion.

■ Retour définitif au pays ? Les avis sont partagés. Certains trouvent qu'il n'offre pas les conditions idéales, d'autres estiment qu'il y a de bonnes opportunités.

Que pensent les jeunes de la diaspora marocaine de leur pays d'origine, le Maroc ? De ses institutions politiques ? De son développement socioéconomique ? De son administration ? De ses services ? De la mentalité de leurs concitoyens jeunes vivant au Maroc ? De la religion et de sa pratique ? Et, question non moins intéressante : comptent-ils un jour retourner vivre dans leur pays d'origine pour y exercer leurs com-



pétences ? A Casablanca, à l'occasion de la tenue de la troisième édition des Universités d'été organisée du 16 au 26 juillet par le ministère de la communauté marocaine de l'étranger où 500 jeunes ont été conviés (voir encadré), *La Vie éco* a posé ces questions à plusieurs d'entre eux. Et aussi à d'autres, venus visiter leur pays en ce mois de juillet. Le ministère de Mohamed Ameer, à travers ces universités d'été, vise le renforcement des liens entre ces jeunes et leur pays d'origine, la découverte de sa culture, ses atouts économiques, ses mutations sociales et politiques, et les opportunités d'investissement que présente pour eux un pays qu'ils connaissent à peine.

Que pensent-ils de tout cela ? Les réponses des jeunes interrogés étaient pertinentes, exprimant leur étonnement, leur angoisse, leur émer-

veillement ou leur désenchantement. Commençons par la politique d'abord : la

OMAR, 22 ANS : « JE TROUVE LA MENTALITÉ MAROCAINE TROP SUPERFICIELLE SUR CERTAINS POINTS. ON FAIT BEAUCOUP DE BRUIT MAIS ON NE CONCRÉTISE PAS GRAND-CHOSE. LE PRINCIPE DU CHACUN POUR SOI EST ÉGALEMENT DOMINANT. LES MAROCAINS NE PENSENT PAS À LEUR PROCHAIN »

majorité a entendu parler à travers les médias de la nouvelle Constitution, mais sans

plus. Que contient-elle ? Ils sont pour la plupart dans l'ignorance totale.

Quand le politologue Mohamed Tozy, de l'Université Hassan II, et membre de la commission qui a planché pendant près de 4 mois sur la nouvelle loi fondamentale du pays, dissertait devant eux sur les tenants et les aboutissants de ce texte, tout en traçant son cadre et son processus historique (réforme du Code de la famille, IER, Mouvement du 20 février...), une grande partie de la soixantaine des jeunes hôtes de l'Université de Casablanca l'écoutait à peine. Une question récurrente à la fin de sa présentation en dit long sur la perception qu'ont ces jeunes de la politique : c'est quoi « Amir Al Mouminine » dans un texte constitutionnel, qui se veut démocratique ?, lance, à brûle-pourpoint, Amal, une jeune de France, à l'éminent orateur. La ré-

ponse ne coule pas de source, le politologue a beau expliquer la charge historique, le sens sémantique, religieux et politique de l'expression, son appréhension semblait échapper à ces jeunes non habitués à ce langage. « *Que veut dire la démocratie, dans un pays dont la langue arabe ne connaît même pas ce terme ?* », enchaîne un autre. « *Ce mot n'existe dans aucune langue, rétorque l'orateur, c'est moins l'origine du terme qui compte que sa charge politique et historique.* »

La politique marocaine n'est pas leur tasse de thé

Décidément, la chose politique marocaine n'est pas la tasse de thé de cette nouvelle génération des jeunes de la diaspora marocaine. Imane et Sara, 25 et 21 ans, sont deux sœurs installées à Los Angeles depuis le début des années 90. A part leurs études dans le pays de l'Oncle Sam, rien ne semble vraiment

Ils veulent bien se former mais aussi faire la fête

Ils sont venus d'Europe, du Maghreb, d'Afrique noire, d'Asie, des Etats-Unis, du Canada, et même d'Australie, un échantillon très large et bien représentatif des jeunes de la diaspora marocaine dans le monde. Quelque 500 jeunes, de 18 à 25 ans, dans les rangs desquels on compte plus de filles que de garçons, étaient les invités du ministère de la communauté marocaine de l'étranger, à l'occasion de la troisième édition des Universités d'été, organisée cette année du 15 au 26 juillet. Des étudiants universitaires, une bonne partie en licence, en master et en doctorat, dans les différentes filières. Répartis sur sept universités, une soixantaine parmi eux étaient les hôtes de l'Université Hassan II de Casablanca, pour débattre avec quelques intellectuels, professeurs universitaires, et acteurs économiques et associatifs. L'objectif du ministère est la «préservation de l'identité nationale et civilisationnelle des nouvelles générations de la communauté

marocaine émigrée dans ses dimensions linguistique, religieuse et culturelle». Et à court terme, le ministère vise le maintien permanent des relations entre ces jeunes et leur pays d'origine, et la découverte d'un pays que la majorité d'entre eux ne connaissent que très peu, ou superficiellement. Le bilan des trois éditions de ces universités «est honorable», juge Houssine Akjarai, directeur de l'action économique et socioculturelle au ministère de la communauté marocaine de l'étranger. Pour preuve, l'affluence grandit d'année en année (de 145 étudiants de la première édition on est passé à 500 pour celle de cette année). «Même si ces jeunes ont compris la philosophie de ces universités et suivent plus ou moins les conférences programmées, ils assimilent leur présence au Maroc plus à un séjour touristique qu'à autre chose. Beaucoup ont horreur de l'encadrement qui leur est imposé et aspirent à plus de liberté lors de leur séjour», remarque M. Akjarai ■

les intéresser au Maroc. Mais elles se disent frappées par les nouvelles infrastructures routières et «les immeubles qui poussent comme des champignons, et les enseignes des grandes marques qui s'affichent partout au centre-ville».

Les jeunes Franco-marocains présents dans leur pays à l'occasion de ces universités d'été ne sont pas plus sensibles à la politique marocaine que ces deux jeunes des Etats-Unis. Seule idée clairement exprimée : «Le Roi est un gage de stabilité de ce pays, et les changements que connaît le Maroc sont en grande partie réalisés grâce à lui», souligne Wafae Yakoubi de Dijon, fille d'un ouvrier installé en France depuis 1974. Un master en histoire-géo en poche, elle échafaude déjà sa carrière professionnelle, mais en France. Cela dit, tous les jeunes interrogés se disent frappés par l'évolution des infrastructures routières au Maroc et par le boom immobilier que connaît le pays. Tout comme ils sont agréablement surpris par la liberté de ton des jeunes marocains de l'intérieur, et par l'évolution des mentalités.

Mais ils sont également déçus par les inégalités sociales criantes, et par le grand nombre de mendiants qui sillonnent les rues. Hamid, 23 ans, né aussi à Dijon, en master de littérature anglaise, est surtout scandalisé par cette «bourgeoisie marocaine bling-bling, qui fait ostentation éhontée de sa richesse devant des couches sociales très pauvres. Mais je dois dire que ces disparités sociales, depuis la crise, ne sont pas moins trop visibles en France aussi». Même son de cloche chez Aïda, une jeune de 19 ans, née dans la région parisienne, étudiante actuellement à l'Université de Dauphine, rencontrée à Casablanca. Elle est frappée en ce mois de juillet par un nouveau Maroc, «un pays riche qui cherche à se développer», mais n'est pas moins sidérée par l'existence de deux Maroc, «l'un riche, l'autre pauvre». Néanmoins, côté mendiants «il n'y en a pas plus à Paris qu'à Casa», nuance-t-elle. Aïda insiste sur un fait qui, à ses yeux, illustre bien l'évolution du Maroc : les mentalités «changent de plus en plus». Si elle n'a pas noté une évolution politique majeure, malgré la nouvelle Constitution, dans un pays

qui «reste très attaché à son Roi», elle se dit frappée par «une jeunesse très libre dans ses idées mais néanmoins très attachée à la religion». Omar, son frère, 22 ans, étudiant dans une école d'ingénieurs à Paris, présent aussi en ce mois de juillet à Casablanca pour un stage dans une entreprise de bâtiments, balaie du revers de la main l'analyse de sa sœur : «Je trouve la mentalité marocaine trop superficielle sur certains points. On fait beaucoup de bruit mais on ne concrétise pas grand-chose. Le principe du chacun pour soi est également dominant. Les Marocains ne pensent pas à leur prochain». Un bémol toutefois : «Le sens de la famille y est beaucoup plus fort qu'en France», nuance-t-il avec satisfaction.

Le fait que les Marocains restent très attachés à leur religion, comme le remarquent ces jeunes de l'immigration n'est pas une donnée nouvelle. Toutes les enquêtes le corroborent, et la dernière en date est celle menée fin 2010 par l'Institut TNS Opinion (publiée par la Fondation pour l'innovation politique), sur 32 700 jeunes dans 25 pays des cinq continents. Pour leur attachement à la religion, les jeunes Marocains de 16 à 29 ans le sont à 92% contre 35% pour les Européens (Espagne et Allemagne 24%, France 21%) et 74% pour les Turcs.

Ils sont aussi accrochés à la religion que leurs concitoyens de l'intérieur

Mais les jeunes de l'immigration marocaine, même vivant dans des pays laïcs, comme la France, l'Espagne, l'Allemagne ou l'Angleterre, ne sont pas moins attachés à leur religion que leurs concitoyens vivant au Maroc. Amal, 25 ans, installée à Montpellier, niveau master en sciences de l'éducation, se dit offusquée que des Marocains musulmans ne font pas Ramadan en France. Il est vrai qu'elle a vécu au sein d'une famille plutôt conservatrice. «Tout le monde à la maison respecte ce mois sacré. On fait exactement comme les Marocains de l'intérieur : après une journée de jeûne, nous sommes tous réunis autour du f'tour, et mon père et mes deux frères vont à la mosquée faire leur prière», insiste Amal. Ikram, 18 ans, née à Lille, confirme ces dires. Sa mère est pharmacienne et son père est cadre dans une so-

HAMID, 23 ANS, «CHOQUÉ PAR LA BOURGEOISIE MAROCAINE BLING-BLING, QUI FAIT OSTENTATION ÉHONTÉE DE SA RICHESSE DEVANT DES COUCHES SOCIALES TRÈS PAUVRES»

ciété de production de médicaments. Même atmosphère ramadanesque que la famille d'Amal. Une situation pour le moins paradoxale.

En apparence seulement, rétorque la jeune Lilloise : «Nous sommes trois enfants dans la famille, et nous avons été élevés dans le respect des valeurs morales et religieuses de notre pays d'origine. Mais aussi élevés à l'école dans le respect des valeurs républicaines, et du respect de l'autre, quelles que soient ses idées et sa religion». Faire Ramadan et la prière en France pour une Franco-marocaine, au delà des convictions religieuses, est une façon d'affirmer son identité dans le pays d'accueil. Aïda l'exprime de cette manière : «Pour ma part, je ne pratique pas la religion musulmane.

Mais il est vrai qu'autour de moi je vois beaucoup de Franco-marocains la pratiquer, une façon à eux, j'estime, de se rassurer qu'ils sont vraiment des Marocains». Une autre «beurette», Siham, installée en France depuis 1989, elle-même étudiante en master, non pratiquante, soulève, elle, les contradictions que vivent les Marocains à l'intérieur de leur pays. «Ils sont musulmans pratiquants, mais une fois la nuit tombée pendant Ramadan, c'est la débauche au sens propre du terme», se scandalise-t-elle. Wafae, la Dijonnaise, la suit dans cette assertion, mais l'exprime à sa manière. «Le Maroc, pays musulman, traîne une piètre image en France. Tout le monde sait qu'à Marrakech, et dans d'autres villes, la prostitution bat son plein. Et maintenant, c'est de la pédophilie dont on parle de plus en plus. Le pire est que le gouvernement marocain ne fait rien pour y remédier», s'indigne-t-elle.

Finalement, le Maroc intéresse-t-il ces jeunes de l'immigration pour s'y installer un jour, travailler et y fonder une famille ? Les réponses à cette question diffèrent. Les deux sœurs d'Amérique ne l'imaginent pas, du moins pour l'instant : «Envisager

notre avenir au Maroc n'est pas sûr, même si le Royaume est réputé aux Etats-Unis pour être le plus développé parmi les pays arabes», assèment-elles. Idem pour Wafae et Hamid, étudiants du supérieur, en histoire-géo et littérature anglaise. «J'aimerais bien y travailler un jour comme professeur, mais avec un salaire français et tous les avantages en matière de sécurité sociale et de retraite de la France», répond la première, sans illusion. A ces conditions seulement, le second entrevoit aussi, un jour, son avenir dans son pays d'origine. Omar, le futur ingénieur, ne rejette pas en bloc l'idée de venir s'installer un jour au Maroc. De père marocain et de mère française, pour lui «le Maroc est un pays qui, comparé à la France, a de l'avenir. Il reste beaucoup de choses à faire, à construire et à réaliser. C'est un pays qui offre donc, selon moi, plus de débouchés que la France, dans certains domaines du moins», admet-il. Et de poursuivre : «Ma double nationalité me permettrait donc de venir m'installer sans encombre, donc pourquoi ne pas en profiter. Et puis, je pense que la qualité de vie y est meilleure qu'en France, en tout cas, mieux qu'à Paris» ■